



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Service public de La Poste

Question au Gouvernement n° 932

Texte de la question

SERVICE PUBLIC DE LA POSTE

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Alexandre.

M. Laurent Alexandre . Avec ce projet de budget, le gouvernement menace le niveau de vie des Français : 7,1 milliards d'économies sur leur santé, nouvelle baisse de crédits pour l'agriculture, baisse du pouvoir d'achat des retraités, 4 000 suppressions de postes de professeurs, une perte de 7,2 milliards pour les collectivités territoriales... Pour La Poste, la coupe est rude, puisqu'elle perd 110 millions d'euros par rapport à l'année dernière.

Un député du groupe LFI-NFP . C'est une honte !

M. Laurent Alexandre . La Poste assure pourtant des missions de service public fondamentales telles que l'aménagement du territoire, le service universel postal, la distribution de la presse ou l'accessibilité bancaire. Le facteur, c'est une visite quotidienne, un sourire, un repère pour de nombreuses personnes isolées ; une agence postale, c'est de l'aide administrative, un contact humain à l'heure du tout-numérique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Cette coupe budgétaire va accélérer la dégradation des conditions de travail des agents de La Poste, rendant intenables leurs plannings – du guichet le matin et des tournées surchargées l'après-midi. Ils ont pourtant un sens aigu du service public, qu'ils tiennent à bout de bras. (*Mêmes mouvements.*) Elle va aussi dégrader le service rendu, avec plus de retards dans la livraison du courrier et des colis, une perte de lien social, davantage d'agences ouvertes seulement à mi-temps et le journal du jour souvent reçu en soirée, au gré des tournées.

Les reculs du service public se cumulent dans des territoires qui voient tout disparaître. Les citoyens des zones rurales comme l'Aveyron, des quartiers populaires ou des outre-mer ont pourtant droit à leur part de République ; ils ont droit aux services publics et à bien vivre au pays. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre de l'économie, répondez-moi franchement : avec toutes ces coupes programmées, combien d'agences postales vont fermer et qui allez-vous laisser de côté ? (*Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . La Poste, comme tous les services publics et toutes les administrations publiques, va participer à l'effort collectif de réduction de nos déficits publics ; il y va de l'intérêt national, et nous en avons tous besoin.

Un peu plus de 100 millions d'économies sont demandées à La Poste, que le gouvernement a ventilés sur ses quatre missions essentielles de service public mais que vous serez libres de redistribuer avec vos collègues parlementaires ; à vous de les convaincre, tant que chaque « plus » est équilibré par un « moins ».

Il me semble, cela étant, que vous avez brossé de l'entreprise un portrait caricatural, à la limite du misérabilisme, qui ne correspond pas à la réalité de ce que vivent les postiers. (*Exclamations* sur les bancs du groupe LFI-NFP.) Pour ma part, je voudrais d'abord féliciter chaleureusement Philippe Wahl, qui a dirigé, pendant douze ans et de manière exceptionnelle, cette entreprise qu'il a transformée en profondeur. (*Applaudissements* sur les bancs du groupe EPR.) La France est aujourd'hui l'un des rares pays dont les services postaux sont assurés par une entreprise publique. C'est grâce aux postiers, mais grâce aussi à une direction exemplaire, qui a su faire évoluer l'entreprise.

Je félicite aussi Mme Marie-Ange Debon, qui a remplacé Philippe Wahl depuis une semaine ; vous l'avez auditionnée et avez validé sa candidature, avant sa nomination par le président de la République. L'une de ses premières missions sera de continuer à adapter La Poste aux enjeux essentiels d'aujourd'hui et de demain.

Monsieur le député, il y a, dans l'Aveyron, une trentaine de maisons France Services, qui doivent trouver comment collaborer. Elles n'existaient pas il y a huit ans, et votre groupe n'a pas voulu voter leur création. Heureusement, elles ont pu voir le jour grâce à la majorité et assurent aujourd'hui une présence essentielle dans nos territoires.

Enfin, ne tirez pas sur les postiers ! (*Exclamations* sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

M. René Pilato . Mais c'est tout le contraire !

M. Roland Lescure, *ministre* . J'entends bien les controverses au sujet des petits colis. Ce sont les postiers qui les livrent, et il faut continuer à les protéger. (*Applaudissements* sur les bancs des groupes EPR et Dem.)

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Alexandre.

M. Laurent Alexandre . Monsieur le ministre, vous êtes totalement hors sol ! Moi, je vous parle de la vraie vie ! Vous préférez décider loin du terrain mais, au moins, ne pourrissez pas la vie de ceux qui y vivent et qui y travaillent. (*Applaudissements* sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont plusieurs députés se lèvent.)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Alexandre](#)

Circonscription : Aveyron (2^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 932

Rubrique : Postes

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 octobre 2025